



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Communication Procurement Directorate/Direction de
l'approvisionnement en communication

360 Albert St./ 360, rue Albert

12th Floor / 12ième étage

Ottawa

Ontario

K1A 0S5

Title - Sujet Surveillance de médias sociaux	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8484-209504/A	Date 2019-07-10
Client Reference No. - N° de référence du client W8484-20-9504	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$CY-025-77463	
File No. - N° de dossier cy025.W8484-209504	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-08-15	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kamal, Mostafa	Buyer Id - Id de l'acheteur cy007
Telephone No. - N° de téléphone (613) 949-8350 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 101 COLONEL BY DR. OTTAWA Ontario K1A0K2 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	Social Media Monitoring	W8484	W8484	1	Each	\$	\$	See Herein	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 INTRODUCTION	2
1.2 SOMMAIRE	2
1.3 COMPTE RENDU	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	3
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	3
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	3
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	5
2.5 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	15
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	17
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	19
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	19
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	19
6.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	19
6.4 DURÉE DU CONTRAT	19
6.5 RESPONSABLES	19
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	20
6.7 PAIEMENT	21
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	21
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	22
6.10 LOIS APPLICABLES	22
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	22
6.12 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN)	22
ANNEXE « A »	23
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	23
ANNEXE « B »	28
BASE DE PAIEMENT	28
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	33

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 Les Forces armées canadiennes (FAC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) requièrent un outil de surveillance des médias sociaux (OSMS) afin de recueillir, de surveiller et de comprendre le contexte général du mandat par des conversations sur les médias sociaux.

la période de Contract va de la date d'attribution du contrat jusqu'au 31 mars 2020 avec l'option de la prolonger pour cinq (5) périodes additionnelles d'une (1) année.

- 1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

- 1.2.3 Ce besoin est limité aux services canadiens.

- 1.2.4 Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2019-03-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent de présenter leurs soumissions en utilisant Connexion postel pour la clôture des soumissions à l'Unité de réception des soumissions dans la région de la capitale nationale, l'adresse de courriel est la suivante :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en

N° de l'invitation - Solicitation No.

W8484-209504/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID

CY025

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations
Section IV : Renseignements supplémentaires

Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique 3 copies papier et 1 copie électroniques sur clé USB

Section II : Soumission financière 1 copie papier et 1 copies électroniques sur clé USB

Section III : Attestations 1 copie papier s'il y a lieu, ajouter « et 1 copies électroniques sur clé USB

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;

-
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement à l'annexe «B»

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1. Critères techniques obligatoires

Critères obligatoires:

Identification		Critères techniques obligatoires	Renseignements justificatifs requis	Réussite	Échec
Conformité à l'énoncé des travaux					
O1	Obligatoire	Le soumissionnaire doit être en mesure de concevoir intégralement, d'intégrer pleinement, de livrer et de soutenir l'outil de surveillance des médias sociaux (OSMS) conformément aux exigences définies dans l'énoncé des travaux figurant à l'annexe A.	En vue de démontrer la conformité à ce critère, au moment de la présentation de la soumission, le soumissionnaire doit fournir une lettre, signée par son représentant autorisé, attestant qu'il est en mesure de satisfaire à ce critère.		
Expérience de la solution					
O2	Obligatoire	Le soumissionnaire doit avoir conçu, mis en place et soutenu son outil de surveillance des médias sociaux, conforme aux exigences définies dans l'énoncé des travaux figurant à	En vue de faire la preuve de cette expérience, le soumissionnaire doit fournir des résumés détaillés de trois projets antérieurs pour clients qui ont été complétés, ou qui sont en cours, dans les cinq années		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8484-209504/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID
CY025
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

		l'annexe A, pour au moins trois clients.	<p>précédant la date de clôture de la présente demande de propositions (DP) et qui démontrent clairement une expérience de la fourniture de son outil de surveillance des médias sociaux conforme aux exigences définies dans l'énoncé des travaux figurant à l'annexe A.</p> <p>Les résumés de projet doivent comprendre, au minimum, les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nom du client pour lequel les travaux ont été exécutés; - Une description du projet ou des travaux; - L'objectif et la portée; - La date des projets; - Les médias sociaux ayant fait l'objet d'une surveillance. 		
Caractéristiques de la plateforme					
O3	Obligatoire	L'outil de surveillance des médias sociaux du soumissionnaire doit permettre au client d'exporter toutes les données se trouvant au sein d'un tableau de bord vers le format csv en vue d'une analyse ultérieure.	En vue de démontrer la conformité à ce critère, le soumissionnaire doit présenter des instantanés d'écran montrant clairement le processus par lequel l'utilisateur peut, dans l'outil du soumissionnaire, exporter toutes les données se trouvant au sein d'un tableau de bord vers le format csv.		
O4		L'outil du soumissionnaire doit avoir la capacité de traduire les mentions ou les messages au sein de la plateforme	Le soumissionnaire doit confirmer que son outil a la capacité de traduire les mentions ou les messages au sein de la plateforme vers		

		vers l'anglais à partir de n'importe quelle langue (un minimum de 30 langues requises).	l'anglais à partir de n'importe quelle langue (un minimum de 30 langues requises). En outre, le soumissionnaire doit démontrer cette capacité en fournissant des instantanés d'écran qui montrent clairement en quoi l'outil du soumissionnaire satisfait à cette exigence.		
		<p>a) L'outil du soumissionnaire doit permettre que le sentiment associé à tout message soit modifié manuellement à la discrétion du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes;</p> <p>b) L'outil doit être doté d'un logiciel intelligent qui apprend des interventions humaines.</p>	<p>a) Le soumissionnaire doit démontrer cette capacité en fournissant des instantanés d'écran qui montrent clairement en quoi l'outil du soumissionnaire satisfait à cette exigence.</p> <p>b) Le soumissionnaire doit décrire clairement en quoi son outil satisfait à cette exigence.</p>		
O5		L'outil du soumissionnaire doit fournir au client un accès pour au moins 30 utilisateurs.	Le soumissionnaire doit confirmer que son outil permet qu'une multitude d'utilisateurs y accèdent en même temps. Au minimum, il faut que 30 utilisateurs puissent être connectés en même temps.		

4.1.1.2. Critères cotés

Expérience				
C1	Coté	<p>Le soumissionnaire devrait indiquer combien d'années d'expérience il possède au chapitre de la conception, de la mise en œuvre et du soutien de son outil de surveillance des médias sociaux, conforme aux exigences définies dans l'énoncé des travaux figurant à l'annexe A, au cours des 5 années précédant la date de clôture de la présente DP.</p> <p>0 point – Les résumés de projet ne mentionnent pas le nom du client, la description, l'objet ou la portée du projet, la date de début et de fin, ainsi que les médias sociaux ayant fait l'objet d'une surveillance; ou aucun des résumés de projet ne démontre que le soumissionnaire est en mesure de satisfaire aux exigences définies dans l'énoncé des travaux figurant à l'annexe A.</p> <p>1 point Le soumissionnaire possède moins d'une année d'expérience de travail avec cet outil.</p> <p>2 points Le soumissionnaire possède 1 ou 2 années d'expérience de travail avec cet outil.</p> <p>3 points Le soumissionnaire possède 2 ou 3 années d'expérience de travail avec cet outil.</p> <p>4 points Le soumissionnaire possède 3 ou 4 années d'expérience de travail avec cet outil.</p> <p>5 points Le soumissionnaire possède 4 années ou plus d'expérience de travail avec cet outil.</p>	<p>En vue de faire la preuve de son expérience, le soumissionnaire devrait fournir des résumés de projet détaillés qui démontrent clairement cette expérience.</p> <p>Les résumés de projet doivent comprendre, au minimum, les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nom du client pour lequel les travaux ont été exécutés; - Une description du projet ou des travaux; - L'objectif et la portée; - La date de début et de fin des projets; - Les médias sociaux ayant fait l'objet d'une surveillance. 	De 0 à 5
C2		<p>L'outil du soumissionnaire devrait permettre à l'utilisateur d'effectuer des recherches historiques dans les données rétroactives des actualités en ligne et des médias sociaux en fonction de mots-clés qui n'ont pas encore fait l'objet d'une surveillance. Les sources en ligne doivent</p>	<p>Le soumissionnaire doit démontrer cette capacité en présentant des instantanés d'écran qui montrent clairement en quoi</p>	De 0 à 5

		<p>inclure Tumblr, Facebook, Twitter, Instagram, ainsi que des forums tels que Reddit et infos.</p> <p>1 point Le soumissionnaire peut fournir des données rétroactives d'actualités et de médias sociaux pour 1 année.</p> <p>2 points Le soumissionnaire peut fournir des données rétroactives d'actualités et de médias sociaux pour 2 années.</p> <p>3 points Le soumissionnaire peut fournir des données rétroactives d'actualités et de médias sociaux pour de 2 à 4 années.</p> <p>4 points Le soumissionnaire peut fournir des données rétroactives d'actualités et de médias sociaux pour de 5 à 10 années.</p> <p>5 points Le soumissionnaire peut fournir des données rétroactives d'actualités et de médias sociaux pour 10 années et plus.</p>	l'outil du soumissionnaire satisfait à cette exigence.	
C3		<p>L'outil du soumissionnaire devrait permettre au client de créer plusieurs tableaux de bord, chaque tableau de bord comportant des paramètres de recherche uniques, sans augmenter le coût de la solution.</p> <p>1 point Le soumissionnaire peut fournir 2 tableaux de bord.</p> <p>2 points Le soumissionnaire peut fournir 3 tableaux de bord.</p> <p>3 points Le soumissionnaire peut fournir 4 tableaux de bord.</p> <p>5 points Le soumissionnaire peut fournir 5 tableaux de bord et plus.</p>	Le soumissionnaire devrait faire la preuve de sa conformité à cette exigence en présentant des instantanés d'écran ou des documents qui montrent clairement qu'il satisfait à ce critère.	De 0 à 5
C4		L'outil du soumissionnaire devrait être muni d'une capacité de traduction automatique et d'analyse du sentiment pour au moins 10 langues (ce qui doit comprendre	Le soumissionnaire devrait mentionner les langues pour lesquelles son outil	De 0 à 5

		<p>l'anglais, le français, l'espagnol, le russe et le mandarin).</p> <p>0 point – L'anglais, le français, l'espagnol, le russe et le mandarin ne font pas partie des langues prises en charge.</p> <p>1 point Le soumissionnaire peut fournir 5 langues.</p> <p>2 points Le soumissionnaire peut fournir 6 ou 7 langues.</p> <p>3 points Le soumissionnaire peut fournir de 8 à 10 langues.</p> <p>4 points Le soumissionnaire peut fournir de 10 à 15 langues.</p> <p>5 points Le soumissionnaire peut fournir 15 langues et plus.</p>	<p>peut fournir une traduction automatique ou une analyse du sentiment. Le soumissionnaire devrait faire la preuve de sa conformité à cette exigence en présentant des instantanés d'écran ou des documents qui montrent clairement qu'il satisfait à cette exigence.</p>	
C5 Qualification constituant un atout		<p>Le soumissionnaire devrait permettre que des données puissent être importées dans le logiciel (par des fichiers csv).</p> <p>0 point Le soumissionnaire ne permet pas que des données soient importées dans la plateforme.</p> <p>3 points Le soumissionnaire permet que des données soient importées dans la plateforme.</p>	<p>Le soumissionnaire devrait faire la preuve de sa conformité à cette exigence en présentant des instantanés d'écran ou des documents qui montrent clairement qu'il satisfait à cette exigence.</p>	0-3
C6 Qualification constituant un atout		<p>Le soumissionnaire devrait permettre un nombre illimité de connexions et d'utilisateurs qui font des recherches de manière indépendante, et ce, sans frais supplémentaires.</p> <p>0 point Le soumissionnaire ne permet pas qu'un nombre illimité d'utilisateurs fasse des recherches de manière indépendante sans frais supplémentaires.</p> <p>3 points Le soumissionnaire permet qu'un nombre illimité d'utilisateurs fasse des recherches de manière indépendante sans frais supplémentaires.</p>	<p>Le soumissionnaire devrait confirmer s'il satisfait à cette exigence.</p>	0-3
C7		<p>Le soumissionnaire devrait fournir un outil</p>	<p>Le soumissionnaire</p>	0-3

Qualification constituant un atout		de gestion du contenu qui permet aux utilisateurs de planifier des messages et qui offre des outils de gestion des comptes de médias sociaux. 3 points Le soumissionnaire fournit un outil de gestion du contenu.	devrait montrer clairement en quoi il satisfait à cette exigence.	
C8 Qualification constituant un atout		Le soumissionnaire devrait également reconnaître et analyser les données images. 3 points Le soumissionnaire reconnaît et analyse les données images.	Le soumissionnaire devrait faire la preuve de sa conformité à cette exigence en présentant des instantanés d'écran ou des documents qui montrent clairement qu'il satisfait à cette exigence.	0-3
Pointage total des éléments cotés				/32(22.4 points min.)

4.1.1.3. Démonstration

Avant l'attribution du contrat, les soumissionnaires pourraient être appelés à faire une démonstration de leur système, afin de prouver qu'il satisfait à toutes les exigences énoncées dans l'annexe A – Énoncé des travaux et à l'annexe C – Formulaire d'autorisation de travail.

Le Canada se réserve le droit de déclarer une soumission irrecevable, si l'équipe d'évaluation des soumissions détermine que le soumissionnaire n'a pas réussi à démontrer sa capacité technique à répondre aux exigences.

La démonstration doit être faite sans frais pour le Canada.

Le Canada donnera un avis d'au moins cinq jours ouvrables avant la date prévue de la démonstration.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26) Évaluation du prix-soumission

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Clause du *Guide des CCUA* [A0027T](#) , Méthode de sélection – note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

Utiliser la clause suivante lorsque la demande de soumissions comprend des critères d'évaluation techniques obligatoires et cotés, et que la méthode de sélection se fera en fonction du résultat obtenu sur le plan du mérite technique et du prix.

Les agents de négociation des contrats doivent choisir une des options fournies dans la clause.

Ne pas utiliser pour les besoins de faible valeur lorsque le modèle 2T-LDV1 est utilisé.

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c. obtenir le nombre minimal de 22.4 (de 32 points) points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés; et
 - d. répondre à tous les critères s'appliquant à la démonstration (si invité à une démonstration).
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences « a) ou b) ou c) ou d) » seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60% sera accordée au mérite technique et une proportion de 40% (inscrire le pourcentage pour le prix) sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60%) et du prix (40%)			
	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale	115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission	55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs			
Note pour le mérite technique	$115/135 \times 60 = 51.11$	$89/135 \times 60 = 39.56$	$92/135 \times 60 = 40.89$
Note pour le prix	$45/55 \times 40 = 32.73$	$45/50 \times 40 = 36.00$	$45/45 \times 40 = 40.00$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8484-209504/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID
CY025
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Note combinée	83,84	75,56	80,89
Évaluation globale	1 ^{er}	3 ^e	2 ^e

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les offrants reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause [A3050T](#), peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non canadiens

Le soumissionnaire atteste que :

() le ou les produits offerts sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause [A3050T](#).

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8484-209504/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID
CY025
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe «A».

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.2.1 Conditions générales

[2035](#) (2018-06-21, Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Exigences relatives à la sécurité

6.3.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au mars 31, 2020 inclusivement.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 5 périodes supplémentaire(s) de 1 année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 7 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : _____

Titre : _____

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8484-209504/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID
CY025
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7 Paiement

6.7.1 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.7.2 Paiement mensuel

6.7.2.1 CCUA clause H1008C (2008-05-12) Paiement mensuel

6.7.3 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;

6.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.10 Lois applicables.

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales [2035](#) (2018-06-21);
- c) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe « B », Base de paiement

6.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Objectif

Les Forces armées canadiennes (FAC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) requièrent un outil de surveillance des médias sociaux (OSMS) afin de recueillir, de surveiller et de comprendre le contexte général du mandat par des conversations sur les médias sociaux. La Défense a besoin d'un OSMS en vue de contribuer aux activités d'analyse de l'environnement de l'information. Ces activités appuient le contenu et les activités des FAC sur les médias sociaux; orientent la planification des communications et les messages dans leur ensemble; et donnent lieu à des observations applicables **en vue d'améliorer les futures activités sur les médias sociaux**. Les données et analyses fournies par l'OSMS permettraient de répondre aux besoins suivants en matière d'information :

- Suivre et évaluer les sentiments qui ressortent des discussions en ligne traitant de la Défense et de ses enjeux.
- Analyser et synthétiser les commentaires formulés en ligne afin d'obtenir de l'information récente et pertinente sur les campagnes, les sujets liés à la défense, la participation et les réactions du public et des intervenants, ainsi que les missions et exercices exécutés au pays et à l'étranger. Ces renseignements aideront la Défense à mieux joindre ses publics cibles sur les médias sociaux, ainsi qu'à mieux interagir avec ceux-ci et adapter ses messages en conséquence, de même qu'à mieux comprendre le contexte actuel en ligne.
- Cerner les influenceurs (utilisateurs des médias sociaux ayant un public considérable et se trouvant dans une position d'autorité officielle ou non officielle) qui traitent d'une question donnée afin d'assurer un suivi de l'information;
- Analyser et filtrer l'information en fonction des facteurs démographiques, des sentiments, des messages clés, des événements, des personnes/organisations ou du lieu (p. ex. des plateformes de médias sociaux spécifiques) afin d'en savoir plus au sujet de nos publics et de comprendre les publics que nous atteignons.

Portée et tâches

L'entrepreneur doit fournir l'accès à un outil unique, pour au moins 30 comptes d'utilisateur, qui pourra être utilisé à partir d'une plateforme Web unique qui sera accessible en tout temps et qui confère aux utilisateurs les capacités de surveillance de médias sociaux, de recherche, de production de rapports et d'archivage qui sont décrites aux présentes. L'outil doit permettre à l'utilisateur d'établir des informations d'identification uniques pour son compte d'utilisateur.

*Aux fins du présent document, « en temps réel » s'entend d'un décalage maximal de 10 minutes.

L'outil doit fournir les fonctionnalités suivantes :

1. Une accessibilité permettant d'utiliser l'outil 99,9 % du temps.
2. Une interface utilisateur conviviale.
3. Au moins 30 connexions/utilisateurs/profils d'utilisateur/places/licences qui peuvent agir indépendamment ou en tant que groupes pour des projets.
4. Permettre à au moins 30 utilisateurs uniques de chercher du contenu de manière continue et en temps réel, et ce, sans restriction quant au nombre de critères de recherche ou au volume de résultats obtenus (aucune limite de données).

-
5. Affichage du texte du message réel ainsi qu'un lien vers le contenu original.
 6. La capacité de créer des espaces de travail uniques et indépendants pour le même compte.
 7. Des alertes fondées sur les éléments suivants :
 - a. Volume;
 - b. Mots-clés;
 - c. Date et heure;
 - d. Nouvelle information (p. ex. exclure les articles en double et les comptes de pourriel, si possible)
 8. Une surveillance et une analyse en temps réel du contenu des médias sociaux, notamment :
 - a. Forums;
 - b. Blogues;
 - c. Sites de partage de vidéos et de photos (p. ex. YouTube);
 - d. Tous les grands réseaux sociaux (y compris Twitter, Facebook et Instagram) qui sont publiquement accessibles.
 - e. Sites d'actualités en ligne nationaux et internationaux;
 - f. Actualités générales (couverture médiatique à la télévision et à la radio);
 - g. Sites Wiki;
 - h. Sections de commentaires et fils de discussion de toutes les sources susmentionnées.
 9. Permettre aux utilisateurs d'effectuer des recherches historiques relativement à des mots-clés qui n'ont pas encore fait l'objet d'une surveillance ou d'une analyse *au moins* un (1) an avant l'attribution du contrat relatif à l'OSMS. Les sources en ligne doivent inclure Tumblr, Facebook, Twitter, Instagram, ainsi que des forums tels que Reddit et infos.
 10. Permettre aux utilisateurs d'effectuer des recherches historiques relativement à tous les résultats de la surveillance des médias sociaux qui ont fait l'objet d'une surveillance depuis l'attribution du contrat.
 11. Des résultats en matière de médias sociaux illimités sans frais supplémentaires.
 12. Trier l'information selon ce qui suit :
 - a. Participation;
 - b. Influence;
 - c. Portée;
 - d. Heure et date;
 - e. Mot(s)-clé(s);
 - f. Langue;
 - g. Géographie.
 13. Une capacité de recherche avancée qui permet à l'utilisateur de filtrer les données et les résultats de recherche selon une multitude de catégories, y compris ce qui suit :
 - a. Type de média;
 - b. Mot(s)-clé(s);
 - c. Date;
 - d. Messages ou sujets clés créés au moyen d'une requête booléenne supplémentaire;
 - e. Sentiment;
 - f. Géographie (ville, province/État, pays);
 - g. Nouveaux enjeux/tendances selon la région géographique;
 - h. Langue(s);
 - i. Influenceurs.
 14. Déterminer les influenceurs les plus importants dans un domaine de recherche donné.

-
15. Déterminer les niveaux de participation aux messages dans un domaine de recherche donné.
 16. L'outil doit être en mesure de surveiller et de compiler les données et les informations d'analyse pour les plateformes de médias sociaux à la demande de l'utilisateur. Les rapports personnalisés doivent permettre au personnel de déterminer les éléments de référence; de mesurer les progrès et l'incidence des communications des médias; et d'effectuer des analyses comparatives par rapport aux futurs résultats. Ces informations/données doivent être affichées sous les formes suivantes :
 - a. Graphiques (p. ex. diagrammes circulaires, diagrammes, graphiques linéaires);
 - b. Nuages de mots;
 - c. Occurrence de mots-clés;
 - d. Correspondance géographique/régionale;
 - e. Autres diagrammes et graphiques personnalisables (p. ex. couverture par type de média, mots-clés les plus populaires, points saillants, lignes de tendance, dernières activités, mentions).
 17. Un accès à un service de soutien en ligne en vue de régler les problèmes et d'obtenir une aide quant à la conception de requêtes, de visualisations et de rapports personnalisés.
 18. Une capacité de traduction automatique et d'analyse des sentiments pour au moins 10 langues (ce qui doit comprendre l'anglais, le français, l'espagnol, le russe et le mandarin).
 19. La recherche, l'analyse et le sentiment associé à tout message doivent pouvoir être modifiés manuellement à la discrétion du MDN et des FAC. Il doit s'agir d'un logiciel intelligent qui apprend des interventions humaines.
 20. La capacité d'exporter toutes les données et tous les rapports en format csv ou dans un autre format (y compris xml, PDF, .RTF, jpg et json) contenant toutes les métadonnées, par exemple :
 - a. Titre;
 - b. Source;
 - c. Lien URL;
 - d. Auteur;
 - e. Date;
 - f. Portée/influence;
 - g. Sentiment;
 - h. Type de média;
 - i. Lieu.
 21. La capacité d'importer des données dans le logiciel (par des fichiers csv).
 22. La capacité d'exporter et de stocker localement les résultats des recherches et les données historiques sans frais supplémentaires ou restriction sur nos propres systèmes. L'information doit être exportée d'une manière qui permet d'interroger et d'analyser, sur une base continue, les données qui sont stockées localement.
 23. Les utilisateurs doivent pouvoir classer et archiver du contenu, y compris des messages publiés sur les médias sociaux, des articles de presse et des rapports, par projet, dossier ou sujet.
 24. L'entrepreneur doit livrer à l'intention des utilisateurs une formation à distance sur l'outil et ses fonctionnalités. Cette formation de l'entrepreneur doit traiter, au minimum, des points suivants :
 - a. Accéder à l'outil;
 - b. Utiliser l'outil pour surveiller et analyser les médias sociaux et d'autre contenu médiatique (p. ex. actualités générales, blogues);

- c. Trier et interroger tout le contenu des médias sociaux au moyen de mots-clés ou de critères de recherche;
- d. Personnaliser le tableau de bord de l'outil;
- e. Déterminer et visualiser les régions géographiques d'où proviennent le contenu historique et en temps réel ainsi que la couverture et l'activité des médias sociaux;
- f. Déterminer, visualiser et quantifier les plateformes de médias sociaux d'où proviennent les données sociales historiques et en temps réel (p. ex. Twitter);
- g. Cerner les utilisateurs et organisations qui entrent en contact avec le Ministère ou utilisent les termes de recherche choisis sur les médias sociaux;
- h. Déterminer, quantifier et visualiser les principaux influenceurs qui entrent en contact avec le Ministère ou utilisent les termes de recherche choisis sur les médias sociaux, et organiser ces données selon l'ordre de grandeur;
- i. Déterminer et visualiser le sentiment associé au contenu (neutre, positif, négatif);
- j. Stocker, interroger et analyser la couverture médiatique et sur les médias sociaux antérieure;
- k. Exporter les données d'analyse et les rapports sur les médias et les médias sociaux vers des formats communs de la suite Microsoft Office.

25. L'entrepreneur doit avoir mis en place une procédure de sauvegarde dans l'éventualité où la voie normale d'obtention d'information ou d'accès aux données des médias ne serait pas disponible. La procédure de sauvegarde doit prévoir une notification automatique qui mentionne la nature du problème, les mesures correctrices qui sont prises et l'heure estimative de la reprise du service.

Sur demande, l'entrepreneur doit fournir au représentant autorisé une liste à jour des sources faisant l'objet d'une surveillance. Au besoin, le chargé de projet doit pouvoir ajouter des ressources à surveiller à cette liste ou les retirer. Les sources doivent être ajoutées ou retirées dans les 24 heures suivant la demande en ce sens.

26. Au chapitre du soutien au client, l'entrepreneur doit :
- a. fournir un soutien complet quant à la mise en œuvre et à la configuration de l'outil et des comptes d'utilisateur, et montrer aux utilisateurs comment utiliser l'outil de façon appropriée, et ce, sans frais supplémentaires;
 - b. fournir une formation initiale unique à distance à l'intention des utilisateurs, sans frais supplémentaires, du lundi au vendredi, entre 8 h et 17 h, heure de l'Est;
 - c. fournir un soutien technique continu, sans frais supplémentaires, du lundi au vendredi, entre 8 h et 17 h, heure de l'Est;
 - d. être disposé à donner suite aux demandes du représentant autorisé, sans frais supplémentaires, du lundi au vendredi, entre 8 h et 17 h, heure de l'Est;
 - e. sur une base continue, collaborer avec le représentant autorisé afin de garantir l'exécution des services de suivi médiatique;
 - f. fournir tous les services de soutien au client susmentionnés. Ces services doivent être fournis dans les deux langues officielles du Canada, soit l'anglais et le français.

Les atouts de l'outil doivent comprendre ce qui suit :

- 1. Permettre un nombre illimité de connexions et d'utilisateurs qui font des recherches de manière indépendante.
- 2. Outil de gestion du contenu qui permet aux utilisateurs de planifier des messages et qui offre des outils de gestion des comptes de médias sociaux.
- 3. Capacité de reconnaître et d'analyser les données images.
- 4. Capacité d'importer des données dans le logiciel (par des fichiers csv).

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8484-209504/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID
CY025
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Terminologie

Utilisateur	Un utilisateur travaillant pour le MDN et les FAC qui utilisera et extraira l'information de l'OSMS.
Mesures de la participation	Mesure le nombre de partages, de mentions « J'aime » et de commentaires pour un message donné.
Booléen	S'entend d'un système de notation algébrique qui est utilisé pour représenter des propositions logiques, particulièrement dans les domaines de l'informatique et de l'électronique.
Influenceur / intervenant	Une personne ou un groupe ayant la capacité d'influencer le comportement et les opinions d'autrui. Habituellement, un « influenceur » jouit d'un groupe d'abonnés mobilisés sur les médias sociaux ou bien exerce une influence sur des sujets d'intérêt pour le MDN et les FAC.
Représentant autorisé	Tout utilisateur autorisé à contacter l'entreprise ou le service de soutien au client et à lui communiquer de l'information (p. ex. détenteur, gestionnaire ou directeur de projet).

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Tous les éléments de la base de paiement doivent obligatoirement comporter un prix. Le soumissionnaire DOIT proposer des prix unitaires en fonction de l'unité indiquée. Si le soumissionnaire propose un prix qui ne correspond pas à l'unité indiquée, sa soumission sera jugée irrecevable et rejetée.

Le soumissionnaire doit indiquer des taux unitaires fermes, tout compris, comme indiqué ci-dessous, TVH en sus, le cas échéant. Tous les prix comprennent les frais de déplacement et de subsistance ainsi que les frais directs engagés dans l'exécution des travaux, comme les frais liés à l'obtention de licences, les redevances de droits d'auteur, les frais d'interurbains et tous les autres frais remboursables. Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de tenir à jour, à ses propres frais, toutes les licences et approbations réglementaires ainsi que tous les permis et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Le Canada ne paiera aucune tierce partie pour ce qui est de ces permis, licences ou approbations.

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et dûment engagés dans l'exécution des travaux, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

1.1 Pour la période initiale du contrat de la date d'attribution du contrat au 31 mars, 2020:

A Exigence	B Description	C Unité	D Coût unitaire	E Unités utilisées aux fins d'évaluation uniquement
Plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris pouvant accueillir jusqu'à 30 utilisateurs, comprenant un nombre illimité de requêtes / résultats pour toutes les sources de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Par mois	\$-----	12
Utilisateurs supplémentaires	Par utilisateur	Per month	\$-----	2 * 12 mois
Facultatif: plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris incluant un nombre illimité d'utilisateurs et de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Per month	\$-----	N/A

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8484-209504/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID
CY025
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.2 Pour la période d'option 1 du 1 avril, 2020 to 31 mars, 2021:

A Exigence	B Description	C Unité	D Coût unitaire	E Unités utilisées aux fins d'évaluation uniquement
Plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris pouvant accueillir jusqu'à 30 utilisateurs, comprenant un nombre illimité de requêtes / résultats pour toutes les sources de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Par mois	\$-----	12
Utilisateurs supplémentaires	Par utilisateur	Per month	\$-----	2 * 12 mois
Facultatif: plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris incluant un nombre illimité d'utilisateurs et de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Per month	\$-----	N/A

1.3 Pour la période d'option 2 du 1 avril, 2021 to 31 mars, 2022:

A Exigence	B Description	C Unité	D Coût unitaire	E Unités utilisées aux fins d'évaluation uniquement
Plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris pouvant accueillir jusqu'à 30 utilisateurs, comprenant un nombre illimité de requêtes / résultats pour toutes les sources de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Par mois	\$-----	12
Utilisateurs supplémentaires	Par utilisateur	Per month	\$-----	2 * 12 mois
Facultatif: plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris incluant un nombre illimité d'utilisateurs et de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Per month	\$-----	N/A

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8484-209504/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID
CY025
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.4 Pour la période d'option 3 du 1 avril, 2022 to 31 mars, 2023:

A Exigence	B Description	C Unité	D Coût unitaire	E Unités utilisées aux fins d'évaluation uniquement
Plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris pouvant accueillir jusqu'à 30 utilisateurs, comprenant un nombre illimité de requêtes / résultats pour toutes les sources de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Par mois	\$-----	12
Utilisateurs supplémentaires	Par utilisateur	Per month	\$-----	2 * 12 mois
Facultatif: plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris incluant un nombre illimité d'utilisateurs et de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Per month	\$-----	N/A

1.5 Pour la période d'option 4 du 1 avril, 2023 to 31 mars, 2024:

A Exigence	B Description	C Unité	D Coût unitaire	E Unités utilisées aux fins d'évaluation uniquement
Plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris pouvant accueillir jusqu'à 30 utilisateurs, comprenant un nombre illimité de requêtes / résultats pour toutes les sources de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Par mois	\$-----	12
Utilisateurs supplémentaires	Par utilisateur	Per month	\$-----	2 * 12 mois
Facultatif: plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris incluant un nombre illimité d'utilisateurs et de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Per month	\$-----	N/A

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8484-209504/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID
CY025
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.6 Pour la période d'option 5 du 1 avril, 2024 to 31 mars, 2025:

A Exigence	B Description	C Unité	D Coût unitaire	E Unités utilisées aux fins d'évaluation uniquement
Plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris pouvant accueillir jusqu'à 30 utilisateurs, comprenant un nombre illimité de requêtes / résultats pour toutes les sources de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Par mois	\$-----	12
Utilisateurs supplémentaires	Par utilisateur	Per month	\$-----	2 * 12 mois
Facultatif: plateforme de surveillance des médias sociaux tout compris incluant un nombre illimité d'utilisateurs et de données	Plateforme de surveillance des médias sociaux	Per month	\$-----	N/A

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8484-209504/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID
CY025
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "C"
Liste de demonstration

	Exigence	Confirmer la capacité		Commentaires
		Oui	Non	
1	Doit faire une démonstration de la manière dont la plateforme permet l'accès simultané de plusieurs comptes d'utilisateur au système			
2	L'outil du soumissionnaire doit permettre de modifier manuellement, à la discrétion du MDN et des FAC, le sentiment de tout poste. L'outil doit être doté d'un logiciel d'apprentissage intelligent qui tire des leçons des interventions humaines.			
3	L'outil du soumissionnaire devrait permettre au client de créer plusieurs tableaux de bord, chaque tableau de bord comportant des paramètres de recherche uniques, sans augmenter le coût de la solution.			
4	L'outil du soumissionnaire devrait permettre la traduction automatique et l'analyse des sentiments pour au moins 10 langues (doit inclure l'anglais, le français, l'espagnol, le russe et le mandarin).			
5	L'outil du soumissionnaire doit permettre des recherches Booléen.			

N° de l'invitation - Solicitation No.

W8484-209504/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W8484-209504

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

cy025. W8484-209504X

Id de l'acheteur - Buyer ID

CY025

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international)